

Édito

J'ai croisé un homme bon... et quelque peu excentrique ! Il est vêtu d'un bonnet et d'une espèce de tunique rouge aux bordures blanches. D'un âge avancé, il porte une longue barbe blanche et bouclée ; sa voix est grave et claire. Regard rieur, voire espiègle, joues roses et rebondies, il a gardé quelques traits enfantins. Il fait preuve, à l'égard de chacune et chacun, d'une extrême bienveillance. Concédon, cependant, qu'il n'agit pas seul. Une myriade de petits êtres l'accompagne dans son œuvre : plus de respect, plus de dignité, plus de justice, plus de partage entre les êtres humains. Il me regarde, affichant un franc sourire, et agitant son bras droit au-dessus de sa tête, m'invitant à le rejoindre. Je m'avance, confiant, mais surpris... Sans introduction, il m'annonce que la valeur du point d'indice va être portée au niveau qui devrait être le sien s'il n'avait cessé de décliner depuis l'an 2000 () !*

Un tintement de clochettes se met à retentir, d'abord léger, il s'amplifie. La voix de mon interlocuteur se perd. Je ne bouge pas, mais j'ai la désagréable sensation que tout se déplace autour de moi. Il semble s'éloigner sans se déplacer. Ce tintement devient tintamarre, puis sonnerie... désagréable sensation. J'ouvre un œil.

Ah... si seulement... Le malheur est que dans les rêves, tout semble crédible, même le plus ridicule !! Non que l'on puisse obtenir une véritable revalorisation indiciaire, mais que ce soit le Père Noël ou quelque figure providentielle qui l'annonce, et que celle-ci soit décidée à l'occasion de négociations institutionnelles !! Seul.es les travailleuses et travailleurs devront aller chercher les méritées revalorisations de salaires et traitements.

En 2024 ?!?!?... Chiche !!!

() actuellement à 4,922780 €, le point d'indice devrait se situer à 6,205 € pour que sa valeur actuelle corresponde à celle qu'elle était en 2000 en terme de pouvoir d'achat... de quoi mieux faire face au quotidien, donner plus de ressources à la sécurité sociale et amoindrir les effets néfastes des réformes des retraites de ces 20 dernières années...*

Il était une fois, aujourd'hui...

« Sire, Sire, il y a un salaud de pauvre qui ose réclamer de l'argent... »

« Mais pourquoi réclame-t-il de l'argent ? »

« Il dit que c'est pour lui et sa famille parce qu'ils ont faim. »

« Eh bien, il n'a qu'à travailler ce fainéant. »

« Mais, il travaille déjà chez nous ! »

« Ah bon, et comment s'appelle-t-il ? »

« C'est Roger du contrôle qualité. »

« Ah, quel dommage, je vais encore être obligé de me séparer d'un excellent ouvrier ; appelle la police et fais-le embarquer ! »

Toute similitude avec des noms ou des faits existants ou ayant existé est purement fortuite ou presque.

Si toi aussi tu ne veux pas que cette fiction rejoigne la réalité, (si ce n'est pas déjà fait), alors adhère à la CGT pour la défense de tes droits du travail.

Et en cette fin d'année 2023, nous vous souhaitons, à toutes et à tous, de passer d'excellentes fêtes de fin d'année... si c'est encore possible !!!



La citation du Croquant

« C'est en permettant aux salariés de faire un travail soigné qu'ils pourront prendre soin du travail, éviter de le voir se dégrader, et leur santé avec. »

Marc-Eric BOBILLIER CHAUMON, Professeur au CNAM
(Conservatoire National des Arts et Métiers)



Flex office, on en reparle !

Cela permettra une réduction de 25 % des surfaces occupées par l'administration pour faire des économies qui, selon Bercy, représenteraient 12 milliards d'euros d'ici 2025. Notre ministère le justifie par le développement du télétravail. Thomas CAZENAVE (ministre délégué aux comptes publics) précise : « ce sera un vrai levier de sobriété, compte tenu des nouvelles formes de travail. Le quinquennat sera écologique ou ne sera pas. ». Alors, non... il ne le sera pas. Quelle blague ! Après l'externalisation des missions désormais confiées aux usagers, on va externaliser la dépense énergétique en multipliant les points où les agents vont travailler, se chauffer, s'éclairer, etc. Notre Direction Générale pourra se targuer de participer fortement à la baisse de la consommation des énergies fossiles... en invisibilisant celle des télétravailleuses et télétravailleurs !

Sabordage à la DGFIP !!!

A la lecture des chiffres des suppressions d'emplois pour 2024, on pourrait croire, enfin, à un changement de politique. Pensez : + 148 emplois !! Largement dus aux renforts et transferts d'emplois. Tromperie ! Ces emplois correspondent à des transferts de charge : + 348 ETP (équivalent temps-plein) en provenance d'autres administrations.

Le réseau de la DGFIP se solde finalement par un recul de 155 emplois. Si négligeable que cela paraisse, ce n'est pas sans incidence... c'est même catastrophique. Les vacances d'emplois sont telles que les services sont sollicités pour

s'entraider.

En un temps pas si lointain, un Président de la République promettait un retour gagnant pour les agents en contrepartie des suppressions d'emplois. Et pourtant, après avoir beaucoup subi, les agents ne se sont vus attribuer que quelques miettes. On attend toujours créations d'emplois, recrutements, salaires décents, etc.

Nous ne mendions rien, c'est notre dû !

La DGFIP recrute !

Une administration « dynamique et qui gagne des parts de marché », dixit numéro 1... Grâce, il faut le dire, aux transferts de certaines compétences des autres administrations (douanes, transition écologique, préfectures...) sans les équivalents temps-plein qui devaient en découler.

Visiblement notre ministère perd « en même temps » en attractivité auprès de la population active, qui ne partage pas l'enthousiasme débordant de nos « managers ».

Heureusement, l'équipe de communication de la DGFIP est au top, comme on a pu le constater dans le dernier e-fip (enfin, celles et ceux qui le lisent : les syndicalistes et les admissibles aux concours !).

Si la lecture vous rebute, vous devez visionner et écouter les spots publicitaires, tel celui-ci, sur Instagram :

<https://www.instagram.com/p/CxvPMYWNQTZ/>

Non, non, ce n'est pas un fake. Mais on hésite entre consternation et adulation... Bon, en fait, non, on n'hésite pas !!!





Écrire ou ne pas écrire au Père Noël ?

Le secrétariat du Père Noël a ouvert ses portes, alors j'hésite, je voudrais bien lui écrire, mais j'ai tant de choses à lui demander que je ne sais pas par où commencer.

- L'INSEE vient de publier les données pour la pauvreté : en 2021, elle a augmenté de 0,9 %, touchant désormais 14,5 % de la population. Entre autres conséquences, les restos du cœur, pour la première fois de leur histoire, ne pourront pas fournir tous les repas nécessaires.

- Au 3ème trimestre 2023, le taux de chômage augmente et passe à 7,4 %.

- Le « quoi qu'il en coûte », c'est fini... et je me demande s'il n'est pas remplacé par le « quoi qu'il en coupe » :

- ⇒ 1,5 % de hausse de salaire pour les fonctionnaires quand l'inflation est à 5 % ;

- ⇒ poursuite de la baisse des impôts... pour les plus riches ;

- ⇒ course à l'armement avec l'épargne populaire du Livret A fléchée vers les budgets militaires (c'est M. DASSAULT qui est content !)

- ⇒ insuffisance chronique des politiques de transition écologique, etc.

Alors, que peut y faire le Père Noël ?

Abaya qu'à écrire à MACRON !!

Bonnes fêtes quand même !

En clôture du dernier Croquant de l'année 2023, on doit reconnaître que la situation économique et sociale, tant au plan national que local, ne nous incite pas à la fête.

Toutefois, Noël approche, et nous essaierons de le passer le mieux possible. La CGT Finances Publiques de la Dordogne souhaite à toutes et tous de partager en famille ces quelques moments de répit et, malgré la conjoncture :

Bonnes fêtes de fin d'année !!!



Pensées ...

Après plusieurs semaines de bombardements qui ont visé l'ensemble de la population de la Bande de Gaza, et qui ont détruit plus de la moitié de ses bâtiments et de ses infrastructures, après plusieurs semaines d'un siège inhumain qui a privé la population d'eau, de nourriture et de médicaments, la trêve fragile commencée le 23 novembre a permis la libération d'otages civils israéliens et étrangers, une priorité que le gouvernement israélien a dû accepter sous la pression du mouvement des familles.

Malheureusement, nous déplorons la reprise des bombardements et avons une pensée pour les populations civiles victimes de ce massacre.

J'adhère en ligne à la CGT Finances Publiques

>> ICI <<

Contacts mail cgt.ddfip24@dgfip.finances.gouv.fr